EchoGéo

31 | 2015
Glocal Ethiopia

Conseiller, expert et consultant en patrimoine : la construction d'une figure de l'Éthiopie contemporaine

Guillaume Blanc et Marie Bridonneau

Édition électronique
URL : https://journals.openedition.org/echogeo/14128
DOI : 10.4000/echogeo.14128
ISSN : 1963-1197

Éditeur
Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Référence électronique
Guillaume Blanc et Marie Bridonneau, « Conseiller, expert et consultant en patrimoine : la construction d'une figure de l'Éthiopie contemporaine », *EchoGéo* [En ligne], 31 | 2015, mis en ligne le 10 avril 2015, consulté le 31 juillet 2021. URL : http://journals.openedition.org/echogeo/14128 ; DOI : https://doi.org/10.4000/echogeo.14128

Ce document a été généré automatiquement le 31 juillet 2021.

EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International (CC BY-NC-ND)

Conseiller, expert et consultant en patrimoine : la construction d'une figure de l'Éthiopie contemporaine

Guillaume Blanc et Marie Bridonneau

Introduction

I deeply share [the residents] concerns, frustrations and uncertainties surrounding resettlement projects. I sincerely hope the new settlement, with its improved layout and services will compensate the loss in proximity to the churches by providing decent and honorable spaces in lieu of the crowded and privacy-less environs of the old Core Zone. Wubshet Berhanu, General Manager de Wub Consult, 2011. *Resettlement Action Plan de Lalibela*, preface, p. 5

In a meeting with park staff and local district representatives, the mission team was also informed that a win-win solution had finally been found to be problem of the Arkwasiye village. [...] The villagers had agreed to a relocation of their village [...] to a level lowland area with sufficient water supply [...]. There it would no longer block the critical wildlife corridor and in particular the movements of Walia ibex and Ethiopian wolf. Guy Debonnet (Unesco), Lota Melamari (WCST) et Bastian Bomhard (UICN), 2006. *Reactive Monitoring Mission to Simien Mountains National Park Ethiopia*, 10-17 May 2006, p. 11.

1 Dans la ville sacrée et patrimoniale de Lalibela comme dans le parc national des montagnes du Semèn[1], les consultants énoncent et argumentent en faveur de solutions radicales d'aménagement : les procédures de *resettlement*[2]. Dans un cas comme dans l'autre, le consultant, qu'il soit éthiopien, européen ou nord-américain, construit son action en articulant les échelles qu'il contribue à faire, défaire et refaire. Après de plus ou moins rapides passages par Addis-Abeba et par Bahir Dar pour rencontrer les responsables fédéraux et régionaux de l'État Amhara, il se rend dans les espaces locaux, écoute les revendications des populations et des gouvernements locaux. Il organise parfois des réunions publiques et des rencontres avec les différents acteurs en jeu. Dans son rapport final, il rendra des comptes à ses commanditaires, bailleur de fonds ou organisation internationale.

2 Les échelles sont ici entendues comme des construits sociaux (Smith, 1992 ; Delaney, Leitner, 1997 ; Marston, 2000 ; Brenner, 2001) qui, résultant de luttes de pouvoir entre les acteurs sociaux, participent à la structuration hiérarchisée de l'espace et correspondent à l'ordonnancement vertical des réalités sociales (Collinge, 1999). Le consultant participe ainsi aux processus de *rescaling*, c'est-à-dire à la réorganisation d'échelles spatiales qui ne sont « *never fixed, but are perpetually redefined, contested and restructured* » (Swingedouw, 2004, p. 33). Les consultants s'organisent et se réorganisent « *from one spatial résolution to another* » (Herod, Wright, 2002, p. 10), contribuant de cette manière à la « production » d'échelles (Harvey, 2010).

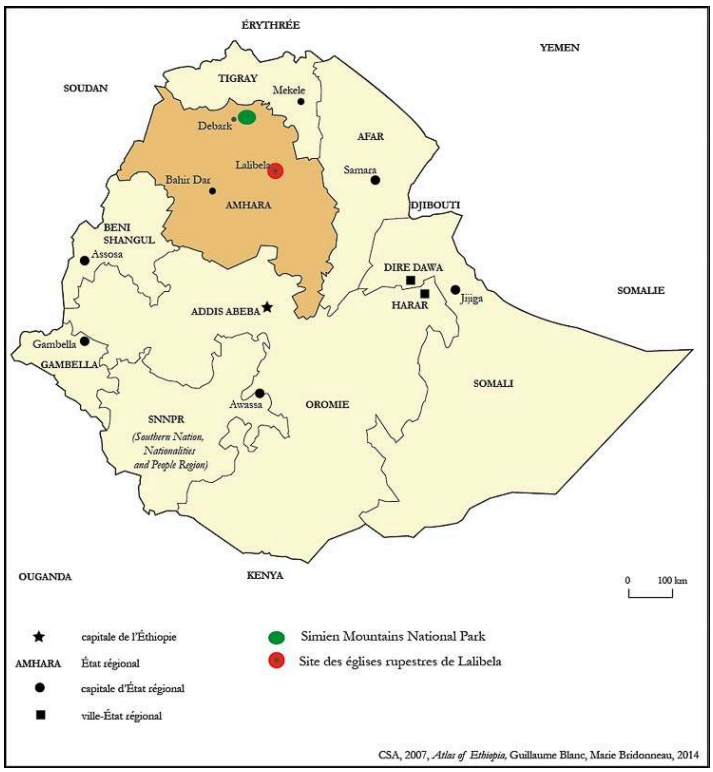
3 Vecteur privilégié de la « circulation », c'est-à-dire de la manière dont les « *powerful institutions and ideas spread geographically and come to have an influence in distant places* » (Tsing, 2000, p. 336), le consultant utilise la rhétorique des bailleurs et mobilise les paradigmes en vigueur dans le monde du développement (Olivier de Sardan, 2011, p. 516). Il recourt notamment à la démarche dite participative, particulièrement prégnante dans les projets de mise en patrimoine depuis les années 1980 et signe, depuis les années 1990, d'un « nouvel esprit du développement » (Demeulenaere, Bonneuil, 2007, p. 6). La « participation » est ici entendue comme un mécanisme de consultation des populations locales qui, formulé en terme de partenariat et de transparence, crée de nouveaux jeux de pouvoirs et d'échelles. Dans ses rapports d'évaluation et dans les prescriptions qui s'ensuivent, le consultant prend systématiquement en compte les acteurs et savoirs locaux, offrant des opportunités aux groupes locaux autant que des moyens de contrôle aux autorités en place (Muller, 2012, p. 16). Les territoires patrimonialisés deviennent ainsi les réceptacles et les produits d'une forme inédite d'interconnexion des échelles.

4 Les secteurs du patrimoine et du tourisme, envisagés par les États du Sud comme une « manne » favorable au développement (Cazes, Courade, 2004, p. 258), mobilisent massivement la consultance, à l'instar d'autres secteurs tels que le développement agricole ou l'ingénierie des transports. Omniprésents, les consultants font pourtant l'objet d'assez peu d'analyses dans le contexte éthiopien. Dans le cadre des études patrimoniales, ils sont plutôt appréhendés en tant qu'élément d'un système d'acteurs au sein duquel on éprouve des difficultés à les positionner (Blanc, 2013 ; Bridonneau, 2013). Pourtant, le recours aux consultants incarne aujourd'hui le souci d'un État éthiopien autoritaire de mettre en œuvre des pratiques de « bonne gouvernance » (Fantini, 2008). En analysant les pratiques des consultants et leur dimension normative, à partir de deux terrains, la petite ville de Lalibela et le parc national du Simien, nous

pouvons interroger la fabrique d'une *Glocal Ethiopia* au sein de laquelle l'État ne s'efface pas.

5 Dans le Semèn mis en parc national en 1969, les autorités éthiopiennes proscrivent légalement l'agro-pastoralisme, la chasse et l'habitation permanente. Il s'agit pour l'État d'accorder la matérialité de l'espace-parc avec les représentations que s'en font les experts internationaux de la nature. C'est en effet sur les recommandations de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et du World Wildlife Fund (WWF) que l'État éthiopien a créé le parc, dans la perspective d'une inscription sur la Liste du patrimoine mondial de l'Humanité. L'entreprise aboutit en 1978 lorsque l'Unesco reconnaît le Semèn pour sa faune (dont le bouquetin endémique *walya ibex*), sa flore et ses paysages exceptionnels. À Lalibela aussi, les politiques patrimoniales énoncent autant le pouvoir de l'État que la pénétration des organisations internationales. La petite ville renferme un complexe d'églises rupestres, haut lieu de pèlerinage et site inscrit sur la Liste du patrimoine mondial de l'Unesco depuis 1978. Placée sous les projecteurs des acteurs internationaux du patrimoine, Lalibela est également une ville d'environ 20 000 habitants qui accueille chaque année près de 40 000 visiteurs internationaux. De fait, le patrimoine de Lalibela est devenu multiscalaire. Il n'est plus seulement un lieu de pèlerinage pour les chrétiens orthodoxes d'Éthiopie, ni uniquement un lieu de culte local et quotidien ou le haut lieu d'une nation cherchant à s'ancrer dans une histoire longue et chrétienne. Mais il n'est pas non plus seulement un site du patrimoine mondial, destination privilégiée par des voyageurs occidentaux en quête d'altérité et de lointain. Il est tout à la fois.

Illustration 1 - Lalibela et le Semèn, patrimoines d'Éthiopie et de l'Humanité



Situées dans l'actuel État-Région Amhara, les églises de Lalibela, dans le Lasta, et les montagnes du Semèn, dans le Begèmder, ont été classées au patrimoine mondial de l'Humanité par l'Unesco lors de la seconde session du Comité du patrimoine mondial en 1978, à Washington.

Sources : CSA 2007, *Atlas of Ethipia,* G. Blanc, M. Bridonneau, 2014.

Du conseiller au consultant : l'élaboration multiscalaire des espaces patrimonialisés

6 Par définition, « les patrimonialisations impliquent le transfert du bien dans une nouvelle sphère de la société » (Bondaz, Isnart, Leblon, 2012, p. 10). Depuis la seconde moitié du vingtième siècle, en Éthiopie, ce transfert implique des *conseillers*, *experts* puis *consultants* en patrimoine, Européens dans les années 1970 puis Africains et Éthiopiens dans les décennies suivantes. Tantôt leurs employés permanents, tantôt leurs mandataires temporaires, ils sont systématiquement les interlocuteurs privilégiés d'organisations internationales diverses mais toutes intégrées à ces « circuits de pouvoir où des cadres normatifs sont produits et diffusés, des ressources distribuées et des savoirs véhiculés [...], et ce de l'international au local » (Muller, 2012, p. 10). Au cœur de « processus intrinsèquement associés de localisation et de mondialisation » (Rodary, 2007, p. 68), les conseillers, experts puis consultants en patrimoine mobilisent et mettent en scène les échelles locales, nationales, régionales et internationales. Ils participent ainsi à l'élaboration multiscalaire de l'espace patrimonialisé

7 Au cours des années 1960 et 1970, le phénomène patrimonial s'inscrit dans le temps post-colonial du *conseiller* ou, plus précisément, de l'« *advisor* ». Le cas du Simien Mountains est à cet égard emblématique. En 1965, après une mission de reconnaissance dans le Semèn diligentée par l'Unesco à la demande de l'Éthiopie, suite à laquelle l'institution y recommande la création du premier parc du pays, Hailé Sélassié engage John Blower, un Britannique ayant fait ses classes dans les parcs tanzaniens. « Conseiller officiel de l'Empereur pour la protection de la faune sauvage » et interlocuteur privilégié de l'Unesco jusqu'en 1974, Blower oriente la mise en parc et en forme de la nature éthiopienne. Cela se traduit notamment par le recrutement d'un personnel expatrié. Sous sa supervision, Laurence Guth et Clive Nicol, venus du Service des parcs nationaux états-unien et canadien, puis J. Muller, P. Stahli et H. Hurni, biologiste et géographes suisses, sont les premiers gardiens – *Chief Warden* – du Simien. Ils s'installent pour de longues périodes dans le parc.

8 Dix années durant, ils conduisent des patrouilles pour stopper la chasse devenue braconnage et limiter l'extension illicite des terres de pâture. Ils inventorient les écosystèmes, délimitent l'espace-parc, organisent la construction d'une piste pédestre et grâce à leur travail, l'UICN recommande à l'Unesco l'inscription du parc sur la Liste du patrimoine mondial de l'Humanité (Unesco, 1978, p. 7). La nature éthiopienne naît sur le registre du patrimoine menacé de disparition par des occupants « *backward and primitive* » (Blower, 1965), « *utterly feckless and without any regards for the future* » (Brown (WWF), 1963). Quant au conseiller qui orchestre cette rencontre d'une « géographie morale occidentale » (Neumann, 2004) avec la détermination d'un État impérial décidé à se faire reconnaître sur la scène internationale, sa légitimité repose sur son expérience transnationale du terrain et son appartenance à des réseaux institutionnels transnationaux.

9 Temps de la « coopération » internationale, les années 1980 et 1990 signent l'effacement du conseiller au profit de *l'expert*. La figure de l'expert est à la charnière entre le conseiller qui connaît le terrain local – parce qu'il y reste – et le consultant qui connaît le monde – parce qu'il le parcourt. Le rôle que joue Hans Hurni dans le Simien éclaire ce processus. Gardien du parc de 1975 à 1977, diplômé d'un doctorat de

géographie puis membre du Center for Development and Environment (CDE) de l'Université de Berne, il est engagé en 1981 par le Centre du patrimoine mondial afin de produire le premier *management plan* du parc national. H. Hurni y stipule que « les objectifs [...] sont d'introduire les concepts de développement et de conservation intégrés ». Il précise que « l'élément le plus problématique dans le Simien est l'homme » et préconise, à ce titre, le déplacement des populations résidentes (Ministry of Agriculture *et al.*, 1986, p. 49). Les experts internationaux rédigent désormais des documents prescriptifs. Ils les soumettent aux autorités éthiopiennes après un séjour qui se fait de plus en plus en bref mais dont résulte un « discours sémantique » qui gagne en légitimité au fur et à mesure que s'amplifie la « mondialisation de l'expertise » (Kalaora, 1999, p. 514).

10 Présidant depuis au bon usage de la nature dans le Semèn, ces directives s'inscrivent là encore dans un double contexte. À l'échelle nationale, luttant contre les adversaires de sa révolution et enfermant la nation dans l'espace exclusif du discours (Donham, 1999, p. 13), les dirigeants du *Därg*[3] s'emparent de la reconnaissance extérieure là où ils la trouvent. Le Semèn tombé entre les mains des rebelles du Nord, ils laissent les experts employés ou partenaires de l'Unesco et de l'UICN rédiger leur propre *management plan*. Toutefois, à l'échelle internationale, ceux-ci sont loin de se percevoir comme les instruments d'un État autoritaire. Suivant la redécouverte des savoirs locaux dans le monde du développement et le tournant participatif qui s'ensuit dans le monde de la conservation, ils font des préceptes de « *community participation* », de « *stakeholders' involvement* » puis de « *sustainable development* » les fers de lance de leur action. Ils articulent ainsi les échelles de l'action patrimoniale. Légitimés par leur maîtrise de l'information locale, leurs expériences (multi)nationales et le degré de respectabilité internationale conférée à l'éducation spécialisée de haut niveau, les experts sont tout à la fois, à ces trois échelles et entre elles, les représentants, les intermédiaires et les piliers du « système Unesco » (Martens, 2001).

11 Dans un processus davantage marqué par la continuité que par la rupture débute, au milieu des années 1990, le temps de la « bonne gouvernance » et de la consultance. Soutenu autant par le parti au pouvoir, l'Ethiopian People Revolutionary Democratic Front (EPRDF), que par les institutions et bailleurs de fonds internationaux, le *consultant* contribue à détacher les hyper-lieux du patrimoine mondial de leur espace local. À Lalibela, depuis 2009, la Banque mondiale est présente via un projet de « développement durable du tourisme ». L'éclaircissement des alentours du site et le *resettlement* associé sont envisagés comme un « ajustement » nécessaire pour « maximiser le potentiel de Lalibela en tant que centre économique reposant sur le tourisme » (World Bank, 2009). Afin de mettre en œuvre ce programme, la Banque mondiale exige la présentation d'un *Resettlement Action Plan* (RAP) avant que les populations ne soient déplacées. Les règles qui encadrent la réalisation de tout RAP à soumettre à la Banque mondiale participent d'un souci, de la part du bailleur, de diffusion de « bonnes pratiques », c'est-à-dire de codification des objectifs d'un développement (Navez-Bouchanine, 2007) reposant idéalement sur l'éthique et la responsabilité. Le bureau d'études Wub Consult, établi à Addis-Abeba, obtient la charge de réaliser ce document. À sa tête, Wubshet Berhanu, ingénieur et docteur en urbanisme qui a obtenu sa thèse de doctorat en Norvège, a été par le passé *City Manager* d'Addis-Abeba et enseignant à l'Université de la capitale. Avant de réaliser le RAP, Wub Consult avait d'ores et déjà préparé pour l'État régional amhara le *Lalibela Structure Plan* (LSP), en 2010. L'année suivante, suite à des enquêtes réalisées à Lalibela auprès des

habitants et des autorités locales, il a donc proposé au Ministère de la Culture et du Tourisme le *Resettlement Action Plan* de Lalibela pour une soumission et demande d'approbation à la Banque mondiale. Tout en déplorant la souffrance occasionnée à ceux-ci, Wubshet Berhanu rappelle que la sauvegarde patrimoniale et la dimension sacrée des environs des églises nécessitent une pareille mesure (Wub Consult, 2011).

12 Les consultants tels que Wubshet Berhanu ne décident pas des modalités de la patrimonialisation, ni de ses effets sur la ville. De par sa formation, sa trajectoire professionnelle, sa maîtrise de la rhétorique internationale et son affiliation à une institution prestigieuse, le consultant est d'autant plus légitime pour prescrire les normes à imposer qu'il se tient précisément à l'écart des sphères décisionnelles. Au cœur « de l'ultime mondialisation » emmenée par une « méga-machine » de managers et de spécialistes persuadés d'« œuvrer pour le bien général » (Morin, 2001, p. 221-222), le consultant n'en participe pas moins à la transmission, l'adaptation et la transformation des modèles patrimoniaux et, ainsi, à la construction de la *Glocal Ethiopia*.

Le consultant et sa mission : rencontre des espaces et des temps

13 Trouvant son origine et son aboutissement dans la localité des lieux sélectionnés, la circulation des normes et valeurs patrimoniales renvoie au rôle croissant des spécialistes en tous genres dans la « sujétion [d'une culture] à l'expertise scientifique » (Restier-Melleray, 1990, p. 546 ; Druet, Kemp, Thill, 1980, p. 55). La mission est l'une des pratiques constitutives de ce processus. Voici l'emploi du temps de celle organisée dans le Semèn, en 2006, dans le cadre de l'évaluation de l'espace-parc. Mandatés par le Centre du patrimoine mondial, Guy Debonnet, *Programme Specialist* à l'Unesco, Lota Melamari, *Chief Executive Officer* de la Wildlife Conservation Society of Tanzania et Bastian Bomhard, stagiaire à l'UICN, arrivent à Addis-Abeba le mercredi 10 mai au matin. Après avoir parcouru 850 km en avion et 360 km de route asphaltée, sillonné deux jours durant 22 km de piste routière à l'intérieur et aux alentours du parc, visité sept villages et organisé 13 « *meetings* » avec des acteurs identifiés comme internationaux, nationaux, régionaux et locaux, ils quittent l'Éthiopie le mercredi suivant, en début de soirée. En juillet, ils recommandent dans leur rapport final le maintien du parc sur la Liste du patrimoine mondial en péril (Debonnet et *al.*, 2006, p. 13).

14 Caractéristique des pratiques de la consultance, la mission favorise la pénétration de modèles patrimoniaux à prétention universelle. Elle se déroule généralement en trois temps. D'abord, le temps de l'observation contribue à construire la norme patrimoniale. Dans le Simien Mountains, à la suite d'une mission conduite pour l'Unesco en 1994, Hans Hurni et Bernhard Nievergelt, biologiste de la faune à l'Université de Zurich, signalent une surexploitation des sols menaçant la survie et des espèces animales, et des hommes. Ils préconisent à l'Unesco l'inscription du parc sur la Liste du patrimoine en péril et à l'Éthiopie, l'exclusion des villages situés aux frontières Nord et Sud du parc, l'extension de ses frontières aux massifs de l'Ouest et de l'Est, le *resettlement* des populations et une conservation effective des milieux (World Heritage Center, Unesco, 1996). Depuis, les autorités éthiopiennes ont redessiné les frontières et accru la surveillance des écosystèmes. Néanmoins, les professionnels de la nature

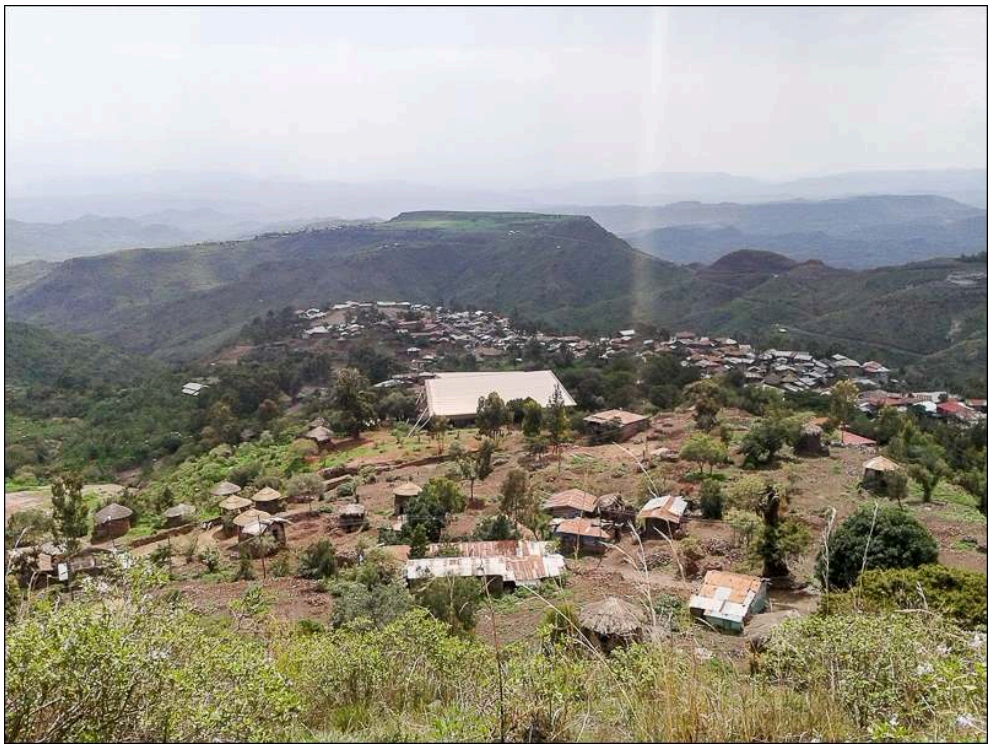
restent unanimes : l'échec des autorités à déplacer les populations continue de faire du Simien un site en péril (Edroma, Smith, 2001, p. 4 ; Debonnet et *al*., 2006, p. 22). Leur mode de vie devenu illégal, les populations ont alors le choix de la résistance, ou du départ.

15 Ce choix dépend notamment du degré de circulation des valeurs diffusées lors du second temps de la mission : la réunion publique, instrument phare de la « bonne gouvernance », cette manière dont doit s'exercer le pouvoir dans un pays du Sud (Atlani-Duault, 2005, p. 3). Pendant et entre chacune de leurs missions, les gestionnaires de la nature multiplient « *workshops* » et « *meetings* » au cours desquels, bien souvent, ils réunissent les habitants du Semèn. Dans cette perspective, depuis 2006, plus de 8 000 d'entre eux assistent aux « *environmental awareness days* » organisés par l'Ethiopian Wildlife Conservation Organization (EWCO) afin de promouvoir leur déplacement. Signes de l'impact d'une éducation nationale du regard, certains villageois dénoncent à présent ceux qui chassent le *walya* ou défrichent la forêt et d'autres, comme à Arkwaziye, acceptent de détruire leur village et de le déplacer hors du parc (EWCO, 2012, p. 2).

16 Ces informations proviennent des rapports rédigés à la fin des missions. Empreint de représentations héritées de la colonisation européenne du continent africain, ainsi le « mythe » de la déforestation (McCann, 1997) et la vision néo-malthusienne d'une nature irrémédiablement dégradée par ses occupants (Hoben, 1997), le rapport constitue l'étape finale de la mission. Livrés sur le registre du « culturellement correct » (Nielson, 2013) et légitimés par leur accumulation et similarité, les rapports pérennisent ce discours qui, parce qu'il « prétend dire l'Universel par la bouche d'un Énonciateur universel peut se croire en droit d'excéder les limites du politique » (Maingueneau, 2002, p. 130).

17 Éphémères mais continues, ces pratiques de consultance finissent par devenir l'une des forces profondes des territoires patrimonialisés. Le cas de Lalibela illustre la façon dont cet enchevêtrement des temps et des espaces des uns et des autres ancrent ces territoires dans la mondialisation.

Illustration 2 - Les abris financés par l'Union Européenne à Lalibela



Aménagements critiqués par de nombreux habitants mais aussi par les experts de l'Unesco, ces abris ont fait l'objet de nombreuses missions d'évaluation, réalisées par différents consultants internationaux. Autour de l'abri visible au centre de cette photographie, les espaces récemment détruits et faisant aujourd'hui l'objet d'un travail de reconstruction paysagère.

Auteur : M. Bridonneau, 2014.

Illustration 3 - Le centre culturel de Lalibela, une construction financée par l'UE

Inutilisées pendant plusieurs années, les constructions de ce qui devait à l'origine être un *community centre* ont également fait l'objet de plusieurs rapports de consultance, en vue d'une aide de l'Union Européenne à la mise en fonction du centre culturel.

Auteur : M. Bridonneau, 2011.

18 Au cours des années 2000, diverses politiques initiées par l'Union Européenne (UE) participent à une production singulière de l'espace urbain de Lalibela. Parmi celles-ci, en 2006 et 2007, on peut retenir l'apposition d'abris au-dessus de certaines églises et la construction du centre culturel par une entreprise italienne sélectionnée suite à un appel d'offres international. Outre le niveau de technicité inédit des abris, les matériaux et le mobilier du centre culturel, largement importés d'Italie, sont aussi uniques à Lalibela. Pourtant, le centre culturel reste inoccupé jusqu'en 2011 (Jeretic, 2011). C'est pourquoi, cette année-là, la Délégation de l'UE à Addis-Abeba diligente des missions d'évaluation afin de poursuivre, ou non, l'activité du centre.

19 Si l'on revient sur la mission d'un de ses consultants, à l'été 2011, on voit que ce dernier organise le 13 juillet une réunion avec des représentants du clergé, des pouvoirs publics locaux et de la « société civile » : des prêtres, des employés de la *Lalibela Town Administration*, des guides, des *yä ager shimagele*[4] ou encore des représentants d'*edder*[5] ou de l'association des hôteliers sont présents. Le consultant se présente ici comme une personnalité indépendante, missionnée par l'UE pour émettre des recommandations en vue d'un vaste projet européen consacré à la culture en Éthiopie. Il consigne les doléances de chacun, doléances qui lui sont traduites de l'amharique à l'anglais par le directeur intérimaire du centre culturel, rattaché au Bureau de la Culture et du Tourisme. Face aux critiques émises sur des abris qui « ont l'apparence d'une station essence » et qui ne protègent pas correctement les églises, voire les endommagent, le consultant rappelle les responsabilités du gouvernement éthiopien en matière de conservation et se félicite d'organiser une réunion qui permet

à chacun de s'exprimer. « Le centre culturel n'est pas fonctionnel », « les entrepreneurs n'ont eu aucun respect pour les églises » : face à ces récriminations répétées, le consultant répète qu'il n'est personnellement en charge d'aucun projet mais que l'UE écoutera ses recommandations. Les doléances et critiques apparaissent peu dans son rapport final. Il y est en revanche spécifié que la consultation a été organisée.

20 Souvent polyglotte, multipliant missions et « *workshops* » dans les Suds, le consultant met ici en œuvre une méthodologie générique de la mission : rencontre avec les « acteurs locaux », diagnostic technique, collecte de documents, tentative de mise en œuvre d'une démarche participative puis rapport présentant la mission et ses objectifs, l'analyse effectuée et ses résultats, les conclusions et recommandations. Les mécanismes de la répétitivité sémantique et de la stéréotypisation sont ici mobilisés et rassemblés dans « une langue de coton » qui, sous apparence de neutralité, rend la contradiction impossible (Steiner, 2002). La contradiction est pourtant de mise. À l'instar des autres spécialistes en culture et développement, le consultant évoque les transferts de compétences Nord-Sud et la valorisation des savoir-faire locaux. Selon les usages de la « rhétorique globale » (Tsing, 2000), le patrimoine culturel pourrait « devenir un facteur de développement économique, social et humain endogène » tout en demeurant « authentique » (Jeretic, 2011, p. 13). En associant l'authenticité – par définition immobile – d'un objet avec le développement des sociétés humaines – par définition moteur de changements – ces pratiques et discours continuent de faire du développement une « croyance » (Rist, 2007). L'internationalisation du patrimoine recompose ainsi l'espace local sous l'effet de la circulation de normes et de valeurs dites globales.

Le consultant face à l'État : composer avec le pouvoir

21 À Lalibela, que l'on analyse un projet de *resettlement*, les pèlerinages annuels, la construction d'une route desservant les églises ou l'organisation de festivités culturelles, on est inévitablement confronté au poids des pouvoirs publics qui structurent les relations de pouvoir auxquelles les citadins font face au quotidien (Bridonneau, 2013). Lorsque le consultant arrive dans la petite ville, il n'échappe pas à l'omniprésence du *mängist*, cette entité qui réunit l'État, le parti et le gouvernement (Tronvoll, Vaughan, 2003) dans ses formes centrales, décentralisées et déconcentrées (Planel, 2007). Il n'en a cependant pas toujours conscience. Missionné pour évaluer un projet, designer un paysage, proposer un plan d'aménagement, le consultant est au cœur de la production de l'espace urbain, comme au cœur de l'espace-parc.

22 Éthiopien ou étranger connaissant le contexte national, le consultant peut tour à tour utiliser sa connaissance des rouages du politique, du fonctionnement de l'administration éthiopienne et sa capacité à naviguer entre les échelons du pouvoir pour tenter de peser sur les décisions, de jouer des conflits et des jalousies et ainsi faire valoir l'intérêt du bailleur ou de l'organisation qui le missionne, ou l'intérêt des populations. Il peut aussi utiliser son statut de consultant afin de privilégier ses intérêts personnels, économiques, sociaux ou politiques, en s'appuyant sur ses réseaux multiscalaires. Toutefois, aussi versé soit-il dans le contexte local, ce consultant interfère difficilement dans les relations de pouvoir qui lient les populations à l'État. Quant aux consultants internationaux, c'est-à-dire ces consultants non éthiopiens organisant leur activité à l'échelle mondiale, qui parcourent le monde sans donner la

priorité à la connaissance des contextes nationaux et locaux, ils apparaissent encore plus fragiles face à l'État. Quelle que soit l'organisation qui les diligente, ils ne sont pas à l'abri d'une manipulation, manipulation dont la prise de conscience générera frustration, si ce n'est colère.

23 Lors de la préparation du programme de *resettlement* dans le cadre de l'*Ethiopian Sustainable Tourism Development Project* financé par la Banque mondiale, les consultants de Wub Consult ont joué un rôle fondamental de médiation entre les populations à déplacer, les autorités éthiopiennes, les experts de l'ESTDP et les représentants de la Banque mondiale. La proximité de ces consultants avec l'espace local est grande. En plus d'y avoir réalisé le *Lalibela Structure Plan* de 2010, Wub Consult avait déjà pris en charge la réalisation du premier *master plan* de Lalibela, dans les années 1990. Ainsi, les premières réunions de présentation du projet à la population ont rassemblé l'ensemble des acteurs en présence. Informés au préalable par les autorités locales de la destruction prochaine de leur quartier et de leur réinstallation en périphérie, certains habitants racontent que suite à ces réunions, ils faisaient confiance aux présentations du consultant, à ses engagements et à son association avec la Banque mondiale. Celui-ci leur offrait l'occasion de défier temporairement l'exercice très autoritaire du pouvoir par le gouvernement local. Bien qu'ils reprochèrent par la suite au consultant ses promesses non tenues, ils eurent alors l'occasion d'entendre quelqu'un leur expliquer, dans leur langue, que contrairement aux injonctions de la *Lalibela Town Administration* et des administrateurs des *qäbäle*[6], ils choisiraient leur espace de réinstallation, seraient accompagnés tout au long du processus, ne partiraient que s'ils étaient volontaires, etc.

24 Si l'analyse de la réalisation du projet révéla par la suite que le déplacement fut bel et bien contraint et les compensations distribuées de manière irrégulière par les autorités locales, la perception de l'intervention du consultant par les habitants met en évidence la capacité de ce dernier à entrer en discussion et en résonnance avec toute une série d'acteurs, depuis les habitants jusqu'à la Banque mondiale. Nous avons ici affaire à un consultant doté d'une profonde connaissance de l'espace local, comprenant l'ordonnancement des relations de pouvoir et les marges de manœuvre dont il dispose. Il est volontairement intégré à un système d'acteurs et de pouvoir auquel il participe activement. Fin connaisseur des intérêts de chacun, maîtrisant les codes des uns et des autres, affirmant et renforçant sa légitimité au fur et à mesure qu'il navigue entre les différentes échelles d'acteurs et de pouvoir, ce consultant a pu contribuer à perturber, à un moment donné, la domination très forte du pouvoir local sur les habitants. Cependant, la présence de son équipe à Lalibela n'est que ponctuelle. Elle s'inscrit dans le cadre de réunions publiques, de « *meetings* » avec d'autres consultants, avec les autorités locales, et elle laisse derrière elle des discours, des plans, des idées auxquels les autres acteurs, au quotidien, se réfèrent, ou non. Car une fois la procédure de réinstallation enclenchée, ce n'est pas au consultant que les populations ont affaire pour recevoir leurs parcelles et indemnités de réinstallation mais uniquement au gouvernement local qui, tout au contraire des consultants qui ne font qu'y passer, encadre le territoire au quotidien, et dans la durée.

25 À l'inverse, d'autres consultants arrivent dans le cadre d'une mission, à Lalibela ou dans les montagnes du Simien, avec peu de connaissances relatives au contexte politico-social local et national. Un tel se présentant comme expert « international » des relations entre développement et culture, un tel comme spécialiste des politiques patrimoniales et muséales en Afrique, encore un autre comme paysagiste, tous se

succèdent au sein des sites du patrimoine mondial. L'un est diligenté par l'Unesco, l'autre par le World Monuments Fund, l'Union Européenne ou la coopération finlandaise, sans qu'une continuité n'existe entre leurs missions respectives, l'une se juxtapose à la précédente, l'autre à la suivante. Le consultant s'inscrit alors dans la temporalité d'une mission, voire dans le temps d'un projet, mais pas dans celui des mutations spatiales et sociales. Dans ce contexte, certaines « bonnes pratiques » semblent inappropriées. La convocation des représentants de la société civile pour recueillir les opinions des uns et des autres sur tel ou tel projet, acceptée comme la pratique démocratique par excellence, peut être dépourvue de sens lorsque les individus invités à la réunion sont soigneusement sélectionnés par les autorités locales de la Culture et du Tourisme, et que les administrateurs des *qäbäle*, premier outil d'encadrement social et politique du *mängist*, sont présents. Cette pratique apparaît d'autant moins pertinente quand le consultant ne sait pas ce qu'est un *qäbäle* en Éthiopie et demande à se faire expliquer le rôle de ces individus alors que la réunion a d'ores et déjà commencé.

26 Depuis que les quartiers entourant les églises ont été détruits à Lalibela, les responsables de l'ESTDP ont chargé des consultants européens de réaliser le « *landscape designing* » du site. Après plusieurs semaines de mission, des consultants s'étonnèrent d'apprendre que la « *core zone* » du site n'était pas seulement utilisée par les touristes et les fidèles se rendant aux églises. Malgré l'élimination de l'habitat permanent, les alentours du site restent en effet, chaque année, au moment de Noël, l'espace de campement de dizaines de milliers de pèlerins venus des campagnes du Nord de l'Éthiopie. Non informés mais également non renseignés, les consultants ne peuvent prendre en considération cette dimension de l'espace dans leur projet paysager. Le paysage touristique qu'ils dessineront, avec des itinéraires de promenade, des panneaux explicatifs ou encore des éclairages publics et lieux de repos, paraît difficilement compatible avec ces usages sacrés. Ce paysage semble en revanche correspondre au souhait de certains responsables politiques locaux, souhait évoqué au détour d'une réunion ou d'une conversation informelle, d'éloigner le campement des pèlerins et de renforcer la dimension touristique du site. Que leurs bévues soient par la suite ignorées ou corrigées par d'autres, consultants ou pouvoirs publics, le travail de nombreux consultants démontre à quel point la pénétration internationale dans les espaces locaux d'Éthiopie peut être brutale et entrer en friction avec l'épaisseur sociale et culturelle du territoire. C'est précisément cette friction qui est utilisée par les pouvoirs publics pour dire au consultant et lui faire dire, dans une certaine mesure, ce que veut l'État.

27 Qu'il soit profondément intégré, voire activement impliqué dans la sphère publique ou, au contraire, ignorant des pratiques politiques éthiopiennes, le consultant s'associe au pouvoir de l'État, il tend à se positionner par rapport à lui dans une illusion d'indépendance, illusion que les uns et les autres peuvent entretenir et manipuler à souhait.

Conclusion

28 Les missions des consultants sèment espoirs, frustrations et incompréhensions dans les territoires qui les accueillent. Un consultant a le pouvoir de lancer des idées : envisager un *resettlement*, évoquer la possibilité de transformer des pratiques de pèlerinage, mais

aussi indiquer que des fonds seront bientôt débloqués pour tel ou tel projet. Souvent bardé de diplômes et d'expériences « internationales », le consultant est alors perçu comme celui qui, détenteur de la connaissance, a le pouvoir d'influer sur les organes décisionnaires, via les recommandations qui figurent à la fin de son rapport.

29 Pourtant, dans le contexte éthiopien, on se rend bien compte que le consultant n'a jamais le dernier mot. Comme tous les autres acteurs, il est soumis au poids des organisations et bailleurs internationaux d'une part, et des pouvoirs publics d'autre part. Le consultant semble davantage être un outil au service de la *Glocal Ethiopia* et de ses acteurs dominants, qu'un de ses maîtres d'œuvre. Qu'il connaisse trop ou pas assez les rouages politiques du *mängist*, le consultant ne parvient guère qu'à émousser temporairement l'ordre et la hiérarchie qui structurent les relations de pouvoir. D'autres acteurs, à l'instar des élites économiques locales qui émergent dans les espaces patrimoniaux et touristiques de l'Éthiopie contemporaine, font bien davantage trembler les relations de pouvoir existantes. Mais le consultant est aujourd'hui un outil indispensable du *mängist*. Faire-valoir, il permet à la nation éthiopienne de s'inscrire durablement dans l'arène patrimoniale encore exclusivement fabriquée dans les Nords. Incarnation des « bonnes pratiques » et de la « bonne gouvernance », il facilite plus généralement l'ouverture de l'Ethiopie à la mondialisation. Caution démocratique, il légitime enfin les pratiques autoritaires, telles que le *resettlement*, auxquelles le pouvoir éthiopien continue aujourd'hui de recourir.

BIBLIOGRAPHIE

Atlani-Duault L. (dir.), 2005. Les ONG à l'heure de la « bonne gouvernance ». *Autrepart*, 35, 3, 184 p.

Blanc G., 2013. *Les territoires des parcs nationaux (Canada, Éthiopie, France) : logiques identitaires, patrimoniales et nationales*. Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne & Université du Québec à Trois-Rivières, thèse de doctorat en histoire et en études québécoises, 484 p.

Blower J., 1969. Memo to General Mebratu. Simien National Park. Addis-Abeba, EWCO, 2 p.

Bondaz J., Isnart C., Leblon A. (dir.), 2012. Au-delà du consensus patrimonial. Résistances et usages contestataires du patrimoine. *Civilisations*, 61, 1, 159 p.

Brenner N., 2001. The Limits to Scale? Methodological Reflections on Scalar Structuration. *Progress in Human Geography*, 25, 4, p. 591-614.

Bridonneau M., 2013. *Lalibela, une petite ville d'Éthiopie amarrée au monde*. Université Paris Ouest Nanterre La Défense, thèse de doctorat en géographie, 389 p.

De Brown L. (WWF) à Simon N. (UICN), 26 décembre 1963. Document sans titre. Karen (Kenya), EWCO.

Cazes G., Courade G., 2004. Introduction : les masques du tourisme. *Tiers-Monde*, 45, 178, p. 247-268.

Collinge C., 1999. Self-organisation of Society by Scale: a Spatial Reworking of Regulation Theory. *Environment and Planning D: Society and Space*, 17, p. 557-574.

Debonnet G., Melamari L., Bomhard B., 2006. *Reactive Monitoring Mission to Simien Mountains National Park Ethiopia, 10-17 May 2006*. Paris, World Heritage Center & IUCN, 26 p.

Delaney D., Leitner H., 1997. The Political Construction of Scale. *Political Geography*, 16, 2, p. 93-97.

Demeulenaere, É., Bonneuil, C., 2007. Vers une génétique de pair à pair ? L'émergence de la sélection participative. *In* Charvolin F., Micoud A., Nyhart L.K. (dir.), *Des sciences citoyennes ? La question de l'amateur dans les sciences naturalistes*. Paris, Éditions de l'Aube, p. 122-147.

Donham D. L., 1999. *Marxist Modern. An Ethnographic History of the Ethiopian Revolution*. Berkeley & Oxford, University of California Press & James Currey, 236 p.

Druet P.-P., Kemp P., Thill G., 1980. Le rôle social de l'expert et de l'expertise. *Esprit*, 100, p. 55-67.

Edroma E. L., Smith H. K., 2001. *Monitoring Mission Report to Simien Mountains National Park and World Heritage Site, Ethiopia : 9th-14th April 2001*. Paris, Unesco & UICN, 19 p.

Ethiopian Wildlife Conservation Organization, 2012. *An integrated approach to the conservation of the Simien Mountains ecosystem*. Addis-Abeba, EWCO, 2 p.

Fantini E., 2008. *Good governance e restaurazione autoritaria in Etiopia*, Thèse de doctorat en sciences politiques, Turin, Università Degli Studi Di Torino.

Harvey D., 2010. Géographie et capital – vers un matérialisme historico-géographique. Paris, Syllepse.

Herod A., Wright M. W., 2002. *Geographies of Power, Placing Scale*. Oxford, Blackwell Publishers.

Hoben A., 1995. Paradigms and Politics: The Cultural Construction of Environmental Policy in Ethiopia. *World Development*, 23, 6, p. 1007-1021.

Kalaora B., 1999. Global expert : la religion des mots. *Ethnologie française*, 29, 4, p. 513-527.

Lefort R., 2012. Free market economy, "Developmental State" and party-state hegemony in Ethiopia: the case of "model farmers". *Journal of Modern African Studies*, 50, 4, p. 681-706.

Maingueneau D., 2002. Les rapports des organisations internationales : un discours constituant ? *In* Rist G. (dir.), *Les mots du pouvoir. Sens et non-sens de la rhétorique internationale*. Paris & Genève, PUF & Institut Universitaire d'Études du Développement, Nouveaux Cahiers de l'IUED n°13, p. 119-132.

Marston S. A., 2000. The Social Construction of Scale. *Progress in Human Geography*, 24, 2, p. 219-242.

Martens K., 2001. Non-governmental Organizations as Corporatist Mediator? An Analysis in the Unesco System. *Global Society*, 15, 4, p. 387-404.

McCann J., 1997. The Plow and the Forest: Narratives of Deforestation in Ethiopia, 1840-1992. *Environmental History*, 2, 2, p. 138-159.

Ministry of Agriculture, Natural Resources Conservation and Development Main Department, Wildlife Conservation Organization, Hans Hurni, 1986. *Management Plan. Simien Mountains National Park and Surrounding Rural Area*. Addis-Abeba, Unesco & EWCO, p. 49.

Morin E., 2001. *La méthode, tome 5 L'humanité de l'humanité. L'identité humaine*. Paris, Seuil, 285 p.

Müller B., 2012. Comment rendre le monde gouvernable sans le gouverne : les organisations internationales analysées par les anthropologues. *Critique internationale*, 54, 1, p. 9-18.

Navez-Bouchanine F., 2007. Le développement urbain durable : « best practice » ou leurre méthodologique. *Espaces et sociétés*, 131, p. 101-116.

Neumann, R., 2004. Moral and discursive geographies in the war for biodiversity in Africa. *Political Geography*, 23, p. 813-837.

Nielson B., 2013. L'Unesco et le culturellement correct. *Gradhiva. Revue d'anthropologie et d'histoire des arts*, 18, p. 74-97.

Olivier de Sardan, J.-P., 2011. Promouvoir la recherche face à la consultance. Autour de l'expérience du Lasdel (Niger-Bénin). *Cahiers d'études africaines*, 202-203, p. 511-528.

Planel S., 2007. Du centralisme à l'ethno-fédéralisme : la décentralisation conservatrice de l'Éthiopie. *Afrique contemporaine*, 221, p. 87-105.

Restier-Melleray C., 1990. Experts et expertise scientifique. Le cas de la France. *Revue française de science politique*, 40, 4, p. 546-585.

Rist G. (dir.), 2002. *Les mots du pouvoir. Sens et non-sens de la rhétorique internationale*. Paris & Genève, PUF & Institut Universitaire d'Études du Développement, Nouveaux Cahiers de l'IUED n°13, 208 p.

Rist G., 2007 [1996]. *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*. Paris, Presses de Sciences Po, 3ème édition, 483 p.

Rodary E., 2007. Mobiliser pour la nature, ou la construction et la disparition du local. *Espace géographique*, 1, p. 65-78.

Smith N., 1992. Contours of a Spatialized Politics: Homeless Vehicles and the Production of Geographical Scale. *Social Text*, n°33, p. 55-81.

Steiner B., 2002. De la langue de bois à la langue de coton : les mots du pouvoir. *In* Rist G. (dir.), *Les mots du pouvoir. Sens et non-sens de la rhétorique internationale*. Paris & Genève, PUF & Institut Universitaire d'Études du Développement, Nouveaux Cahiers de l'IUED n°13, p. 193-208.

Swyngedouw E., 2004. Globalisation or "Glocalisation"? Networks, Territories and Rescaling. *Cambridge Review of International Affairs*, 17, 1, p. 25-48.

Tronvoll K., Vaughan S., 2003. *The Culture of Power in Contemporary Ethiopian Political Life*. Stockholm, Sida (Swedish International Development Cooperation Agency), Sida Studies n°10, 177 p.

Unesco World Heritage Committee, 1978. *Second Session. Final report*. Washington, Unesco, 11 p.

Tsing A., 2000. The Global Situation. *Cultural Anthropology*, 15, 3, p. 327-360.

World Bank, 2009. *Project Appraisal Document on a Proposed Credit in the Amount of SDR 23.6 Millions to the Federal Democratic Republic of Ethiopia for an Ethiopian Sustainable Tourism Development Project*. Addis-Abeba, World Bank, 111 p.

World Heritage Center, Unesco, 1996. *Technical Mission to Ethiopia on Simien Mountains National Park and World Heritage Site 2-9 November 1996. Consultants' Report Including Agreed Minutes of Bahrdar Workshop*. Paris, Unesco, 44 p.

Wub Consult, 2011. *Resettlement Action Plan for Lalibela Town – Ethiopian Sustainable Tourism Development Project (ESTDP).* Addis-Abeba, Wub Consult, np.

NOTES

1. Dans la documentation anglophone et francophone produite par les acteurs internationaux du patrimoine et du tourisme, le parc est désigné comme le « Simien Mountains [National Park] ». Nous nous conformerons également à la transcription éthiopienne pour désigner les montagnes du Semèn.

2. *Resettlement* est un terme utilisé par les chercheurs et, de manière plus générale, par la communauté internationale pour caractériser les programmes de déplacement et de réinstallation entrepris en Éthiopie dans les années 1980. Les géographes français ont fait des choix de traduction divers : Alain Gascon évoque les programmes de *réinstallation* tandis que Jean Gallais ou Sabine Planel conservent le terme anglais de *resettlement*. Si nous choisissons également de ne pas utiliser « réinstallation », c'est parce que ce dernier efface l'ambiguïté de *resettlement* que traduit le dictionnaire Robert & Collins : *« resettlement : [...] [of people] : déplacement, relocalisation »*. Le terme anglais signifie donc à la fois le déplacement *et* la réinstallation, ce qui correspond davantage à la réalité des processus étudiés.

3. « Comité » en amharique, le Därg désigne le régime marxiste-léniniste en place de 1974 à 1991. Formé le 28 juin 1974 par des soldats de l'armée nationale, le Därg dépose l'Empereur le 12 septembre.

4. Représentants civils de la communauté, littéralement « anciens du pays ».

5. Association de solidarité funéraire.

6. « Voisinage » en amharique, le qäbälè désigne une association de quartiers en zone urbaine, un village ou un groupement de hameaux en zone rurale.

RÉSUMÉS

Depuis 1978 et leur inscription sur la Liste du patrimoine mondial de l'Humanité, la petite ville de Lalibela et les montagnes du Semèn se recomposent au fur et à mesure que se transforme l'État éthiopien et que se renforce la mondialisation du patrimoine animée, entre autres, par une élite de « consultants ». Articulateur d'échelles instrumentalisé, manipulant, ou encore négociant avec les autorités publiques, le consultant participe tout à la fois à l'ancrage des espaces locaux dans la sphère des normes internationales, à l'ouverture du pays à la mondialisation et à la consolidation du pouvoir de l'État éthiopien. À travers l'histoire et la géographie du Semèn et de Lalibela, cet article retrace et interroge la construction de cette figure incontournable de la *Glocal Ethiopia*.

Since their inclusion in the World Heritage List in 1978, the small town of Lalibela and the Semèn mountains are moving in step with the transformation of the contemporaneous Ethiopian State and the reinforcement of the globalization of heritage led by, among others, an elite of "consultants". Articulator of scales manipulating or manipulated by public authorities, the consultant contributes at the same time to anchor the local spaces in the inconsistency of the so-called international norms, to open the country to the neoliberal globalization and to strengthen the power of the *mängist*. Through the history and the geography of Semèn and Lalibela, this article sketches the portrait of this key figure of the *Glocal Ethiopia*.

INDEX

Mots-clés : consultant, patrimoine mondial, État éthiopien, Lalibela, Simien
Keywords : consultant, world heritage, Ethiopian State, Lalibela, Simien

AUTEURS

GUILLAUME BLANC

Guillaume Blanc, guillaume_blanc@hotmail.fr est Post-doctorant au Musée du quai Branly, Chercheur associé à l'Institut d'Études des Mondes Africains (IMAF - UMR 8171), responsable éditorial du Portail des humanités environnementales

MARIE BRIDONNEAU

Marie Bridonneau, bridonneaumarie@gmail.com, est Maître de conférences à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense et membre de l'UMR LAVUE, équipe Mosaïques.